

Déclaration liminaire CGT

CCE GRDF 19.09.2018



En préambule, nous espérons que la période estivale aura permis à toutes et tous, salariés, élus, représentants du personnel de se reposer et recharger les batteries, d'autant que le contexte économique et social, si dégradé pour le monde du travail, a besoin de toutes nos énergies.

Nous apprécierons de nous retrouver dans NOTRE salle du CCE, cela permettant, entre autre, d'éviter à certains de se voir proposer un travail en traversant simplement la rue....., la période étant d'ailleurs propice à la démission, même si cette dernière concerne plus les énarques que les producteurs de richesses de ce Pays...Ne voyant bien évidemment dans cet épitaphe aucun lien avec l'ODJ de cette séance...

Un constat s'impose alors et se renforce, celui d'une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

Cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées par le gouvernement, relèvent d'une logique d'individualisation, mettant à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale, et fragilisant une fois de plus les plus faibles, les précaires et les plus démunis.

Qu'il s'agisse :

- ✓ des risques qui pèsent sur les droits des salariés et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- ✓ de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- ✓ des atteintes au service public, en particulier CAP 22 ;
- ✓ des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation ;
- ✓ des attaques portées à notre système de santé ;
- ✓ de la destruction de notre système de retraite ;
- ✓ du gel des prestations sociales.....

Ce gouvernement, dans la continuité des précédents, a choisi de sacrifier le pouvoir d'achat des salariés et retraités pour compenser les somptueux cadeaux accordés aux déjà très riches en prétendant œuvrer pour le bien de l'économie. Les résultats sont sans appel : le chômage et la précarité augmentent, la dette aussi, les dividendes battent des records mais les investissements stagnent et les inégalités explosent !

La multiplication des faveurs fiscales pour les détenteurs de capitaux devait favoriser l'investissement et l'emploi. Or, en 2017, les entreprises du CAC 40 ont distribué deux fois plus de dividendes qu'elles n'ont réalisé d'investissements et consacré 5 % seulement pour les salaires (étude Oxfam).

Pourtant, Emmanuel Macron continue de favoriser le capital au détriment de l'investissement et du travail. Les résultats ? Le chômage ne baisse pas, la dette augmente, la balance

commerciale ne s'arrange pas, notre environnement se dégrade, les inégalités explosent. Cette politique doit cesser !

GRDF n'est pas en reste en refusant de considérer l'impact sur le niveau d'imposition des salariés, lié à l'intégration du montant des frais remboursés à leurs revenus nets imposables ! Les directions persistent donc à faire passer par pertes et profits les Pers. 793 et 162 en incitant fortement les salariés à se faire rembourser aux frais réels et sur justifications des dépenses engagées par les agents, moyen déguisé de contourner les PERS. et de fliquer d'autant les salariés soumis à une contrainte dans le cadre de leurs activités !!

Exit donc la question de la prise en compte de la contrainte !

Les salariés perdent de l'argent à proportion de leurs contraintes : plus de déplacements et de contraintes, ce sera plus de charges et d'impôts payés !

Rajoutons pour être complet que la somme économisée par les entreprises suite à cette mise en conformité avec l'URSAAF n'est pas reversée aux agents mais bien confisquée au grand bénéfice de la direction, et va donc gonfler un peu plus la poche des actionnaires ainsi que celle des plus grosses rémunérations de l'entreprise...

Les salariés apprécieront après des mois de tensions et de luttes !

La CGT exige l'ouverture de réelles négociations pour neutraliser l'impact fiscal global pour tous les salariés, et pour une prise en compte à sa juste mesure de la contrainte liée aux déplacements imposés par les organisations de travail mises en place par les entreprises et le respect des textes statutaires.

Les immenses profits des entreprises de l'énergie doivent être redistribués vers les usagers et les salariés. Les chiffres des dividendes nous prouvent que les revendications des agents sont réalistes et réalisables. Ce sont eux qui créent les richesses et elles ne doivent pas être dilapidées vers quelques actionnaires qui n'ont d'autre volonté que de se remplir toujours plus les poches au détriment de l'intérêt général.

C'est tout le sens du conflit social qui a touché notre entreprise juste avant l'été et qui était légitime pour un grand nombre de femmes et d'hommes qui travaillent à GRDF.

La défense de l'emploi, d'un Service Public de qualité pour l'intérêt général, de notre Statut, de nos activités sociales étaient au cœur de cette lutte exemplaire.

Aujourd'hui, l'héritage précieux transmis par les créateurs de nos entreprises est plus que jamais menacé malgré la mobilisation des électriciens et gaziers dans tout le pays et le soutien de la population.

Le gouvernement et les directions d'ENGIE et d'EDF travaillent à la privatisation des deux entreprises pour favoriser une politique actionnariale.

Des exemples : ENGIE, entreprise du CAC 40, est la championne toute catégorie en ayant reversée aux actionnaires sous forme de dividendes, trois fois le montant de ses bénéfices réalisés sur la période 2009-2016.

En 2017, GRDF, notre entreprise, a reversé 1 milliard d'Euros au groupe ENGIE.

En mai 2018, déjà, le rapport « CAC40 : des profits sans partage » mettait en lumière les choix économiques de ces grandes entreprises qui contribuent à alimenter la spirale des inégalités sur le partage des richesses produites par les travailleurs.

Ce rapport indique qu'en augmentant la rémunération des travailleurs au même rythme que celle des actionnaires sur la période 2009/2016, chaque salarié aurait eu une augmentation salariale de 14 000 euros, soit 2000 euros par an.

Au-delà du fait que la direction de GRDF accompagne cette politique de dividendes, qu'elle ne partage pas l'idée que le personnel du gaz puisse défendre leur entreprise, elle multiplie les intimidations et les pressions sur les salariés en lutte afin de décrédibiliser le mouvement : Lettres de rappel à l'ordre, procédures disciplinaires, assignations en référé, seuls actes dont se rendent capables nos employeurs se sont multipliées depuis la mobilisation du printemps dernier.

La CGT condamne ces menaces faites par une direction qu'elle qualifie de revancharde.

La lutte pour le maintien et le développement de l'emploi, des salaires, des services publics pour l'intérêt général, l'avenir des entreprises est plus que jamais nécessaire et utile à la société !

Sur la formation également, nos gouvernants ne sont pas en reste avec, notamment, la suppression du Congé Individuel de Formation, découlant de la Loi du 5.09.2018 dite « pour la liberté de choisir son avenir »....Belle liberté que de se faire, une fois encore, spolier de ses droits !!! Les conséquences vont en effet être catastrophiques pour l'ensemble des salariés et leur liberté de choisir une formation mais bien plus encore, pour les structures existantes et le personnel qui y travaille !!!

En termes de politique énergétique et au-delà de la démission du N°3 du gouvernement, mettant de côté le caractère ambigu et les contradictions personnelles du Ministre, l'urgence environnementale ne relève pas d'une utopie, les faits scientifiques sont là et prennent des traductions concrètes, notamment avec l'été que nous venons de subir. Si rien ne se passe, nous allons droit dans le mur.

La transition écologique de toute la société est la seule réponse aux enjeux macro-économiques dont l'emploi et GRDF doit y prendre toute sa place, à l'image de ce que les élus du CCE ont porté au débat ce week-end lors du Forum Social de la Fête de l'humanité, dans le cadre de l'avenir du Service Public !

Au-delà de notre entreprise, beaucoup de réformes sont au programme de cette rentrée sociale. Assurance chômage, système de santé, fonction publique, retraites.

Dès ce mois de septembre, la CGT, mais pas que, appelle les travailleurs à se mobiliser, résister à la transformation sociale voulue par le gouvernement, revendiquer et reconquérir des droits sociaux.

D'ores et déjà, la CGT est mobilisée pour une rentrée sociale dynamique et combative afin d'éviter des régressions sociales.

Notre organisation est prête à accompagner les agents qui décideront une reprise des luttes pour faire aboutir les actions revendicatives décidées en assemblées générales.

Pour contrer les attaques du gouvernement et du Medef envers l'ensemble des salariés, l'heure est à la riposte !

Face à tous ces enjeux de société, les journées d'actions professionnelles, notamment celles du 20 septembre, du 9 octobre sur les questions de protection sociale, prennent tout leur sens, journées d'actions pour lesquelles, mais pas que, la CGT appelle l'ensemble des salariés à se mobiliser.